

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT



ÉDITORIAL

150 numéros

Pages de gauche fait paraître ce mois-ci son 150^e numéro. L'équipe qui a fondé le journal pensait-elle, en 2001, que celui-ci parcourrait un tel chemin? Que, plus de treize ans après la sortie de son premier numéro, le journal existerait toujours?

Avouons-le, ce n'est pas sans une certaine fierté que nous contemplons
suite en page 2

Anniversaire

Pages de gauche fête son 150^e numéro ce mois-ci. Ces 150 numéros retracent l'évolution de la gauche en Suisse et dans le monde depuis 2002, dans une période agitée et plus incertaine que jamais. Ils sont tous disponibles sur notre site Internet, constituant désormais un ensemble d'archives étendu. Bonne lecture, en attendant le n° 200!

Lire en pages 6 – 7

■ Tunnel du Gothard

La majorité bourgeoise défend la route contre le rail, et veut entuber les Tessinois-es.

Page 5

■ Australie

Pas de *cash* pour les pauvres.

Page 8

■ Turquie

«Ankara serait prêt à faire alliance avec le diable s'il combattait les Kurdes...»

Page 9

suite de la page 1

aujourd'hui cette aventure. Car c'est un défi de faire vivre un journal d'opinion et de gauche. Ça l'a toujours été, comme le montre l'histoire de la presse socialiste, mais ça l'est sans doute plus encore en 2015, en un temps où le simple achat d'un journal est devenu incongru, où l'on pourrait croire que l'information est gratuite et que les débats d'idées ne se font plus que sur des forums en ligne ou sur les «réseaux sociaux».

Cet exercice difficile, *Pages de gauche* n'est pas seul à s'entêter à le poursuivre. En Suisse romande, *Le Courrier* publie toujours ses cinq éditions par semaine, même s'il fait face à des difficultés financières importantes. Il n'y a plus de quotidien de gauche en Suisse alémanique, mais il y existe encore un hebdomadaire, la *WOZ*, créé il y a plus de trente ans. Pour ce n° 150, nous sommes allé·e·s discuter avec elle, parce qu'il nous semble important de partager nos expériences, surtout lorsqu'elles sont si minoritaires.

Les nuages s'amoncellent dans le ciel de la presse et des médias suisses. Les décisions visant l'aide à la presse, tout comme les coupes annoncées dans les budgets de la RTS, sont inquiétantes, pas seulement pour une presse d'opinion, mais pour la démocratie en général. Dans ce contexte, *Pages de gauche* nous semble, aux côtés d'autres titres, constituer une forme de résistance.

Réd.

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Antoine Chollet (AC), Yannick Egger (YE), Mathieu Gasparini (MG), Emilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Ilias Pancharid (IP), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco.

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Gabriel Sidler

Webmaster:
Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vulllioud (Cévu)

Relecture:
Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

ATTENTATS

Une réponse policière au terrorisme?

À toute réponse de gauche aux carnages djihadistes comme ceux perpétrés à Paris, à Beyrouth, à Bamako et ailleurs, il y a bien un préalable: n'avoir aucune complaisance avec le fondamentalisme religieux (quel qu'il soit, mais ici, il s'agit bien de sa variante islamiste et armée), ne donner aucune excuse à son délire purificateur. Mais si, comme l'antisémitisme fut «le socialisme des imbéciles» quand il sévissait aussi au sein du mouvement ouvrier, l'«islamogauchisme» relève de l'«anticapitalisme des imbéciles» quand il sévit à la «gauche de la gauche», la paranoïa, elle, est bien l'«antiterrorisme des imbéciles». Or c'est bien elle, quand on n'est pas dans la plus triviale des récupérations politiciennes, qui pointe son nez dans les ripostes policières et judiciaires aux attentats de Paris, et dans l'adhésion massive de la population française à ces ripostes.

PROCHAIN COMBAT

Dans cette ambiance, quel peut être le sort d'un discours critique de cette riposte et du renforcement des dispositifs policiers et judiciaires de surveillance préventive? Le débat n'est pas que français: en Suisse, un référendum «contre l'État fouineur» a été lancé contre un tel renforcement policier, proposé par le Parlement fédéral, sous la forme d'une Loi sur le renseignement. Pour le comité référendaire, les attentats de Paris prouvent l'inefficacité de la «surveillance de masse». La coprésidente des Verts Adèle Thorens, pour qui «plus que jamais, nous avons besoin d'un débat démocratique pour savoir jusqu'où la population est prête à sacrifier une part de ses libertés face à la menace» terroriste, reconnaît cependant que «dans le climat actuel, il sera difficile de faire passer les arguments contre un renforcement des moyens attribués au Service de renseignements» de la Confé-

dération. Le référendum doit obtenir 50'000 signatures valables avant le 16 janvier. À la mi-novembre, il en était à plus de 20'000 signatures. S'il aboutit, il sera au moins, quel que soit le résultat du vote populaire qui le sanctionnera, l'occasion d'un débat public, contradictoire, indispensable, sur la nature de la riposte à organiser contre le terrorisme djihadiste (puisque c'est de lui, et d'aucun autre, qu'il est aujourd'hui question). Un débat dont tout le monde ne semble pas vouloir: ainsi de l'éditorialiste du *Temps* qui, le 18 novembre, somme le PS suisse d'«une bonne fois [dire] dans quel camp il se situe», le choix étant par l'éditorialiste en question limité à François Hollande ou «l'irresponsabilité angélique». Nous serions donc des anges? Soit: battons des ailes pour dire que le camp dans lequel nous nous situons est défini par trois mots: «liberté, égalité, fraternité». Et pas «fermeture des frontières, camps d'internement et suspicion généralisée».

LA VOIX DE LA RAISON

«Si l'on sacrifie les principes de l'État de droit, les terroristes ont gagné», lâche le Conseiller national PS Jean-Christophe Schwaab, et mercredi soir aux Rencontres internationales de Genève, deux jours avant le carnage parisien, Robert Badinter mettait en garde les démocraties contre les lois et les juridictions d'exception, à la fois inefficaces et plus subversives de l'État de droit que le terrorisme lui-même. Aux délires des fous de Dieu peut répondre, comme par celle de Badinter, la voix de la raison – ne serait-ce que parce qu'ils la haïssent, et qu'ils n'espèrent rien tant que nous finissions par nous comporter comme eux: les djihadistes, les croisés et les fascistes se nourrissent et se justifient les uns les autres.

Pascal Holenweg

MOUVEMENTS SOCIAUX

Un bel automne à Genève!

Trois jours de grève massivement suivie, trois manifestations réunissant près de 10'000 personnes et trois assemblées du personnel regroupant 1500 personnes, se pressant parfois dans la rue, devant une salle trop petite pour contenir leur enthousiasme ou leur colère.

Ces journées ont effectivement été grisantes, joyeuses presque, puisqu'elles ont permis aux fonctionnaires de mesurer leur force, de se manifester leur soutien mutuel et, tout simplement, de découvrir leurs collègues sous un jour nouveau, lorsque chacun·e a participé à l'organisation et à l'entretien des piquets de grève, dans la douceur de l'automne 2015.

Cette atmosphère rassérénante ne doit pas faire oublier l'objet du courroux: un projet de budget 2016 qui taille à la serpe dans les prestations publiques et qui présage de jours noirs pour les employé·e·s de l'État: licenciements facilités, salaires bloqués, temps de travail augmenté, non-reconnaissance des acquis lors des nouveaux engagements...

Tout cela dans un contexte où la droite majoritaire, alliée désormais décomplexée de l'UDC et du MCG, a glissé dans le *pipeline* du Grand Conseil une série de projets de loi inspirés par son souverain mépris de la fonction publique et une application bornée de principes idéologiques que l'on croyait

enterrés depuis la déroute reagan-thatchérienne.

VERS UNE NOUVELLE GRÈVE

Ainsi, au lendemain de la suspension de la grève, le premier de ces projets, surnommé «Personal Stop» (voir ci-contre), a été plébiscité par cette nouvelle droite qui allie désormais le PDC et le PLR à l'UDC et au MCG. Tout cela dans un jeu politique arbitré par le MCG, dont les atteroiements permettent de retourner les majorités sur un coup de tête de ses *leaders*, dont les positions semblent dépendre de considérations émotionnelles sans rapport avec un embryon de pensée politique.

Autant dire que la mobilisation n'adonc, pour l'instant, passeu l'impact espéré, et que le mouvement social entend bien remettre la sociale pour se défendre. La grève est suspendue, mais la mobilisation continue. Du côté des enseignant·e·s, les moyennes du premier trimestre n'ont pas été remises à l'administration, ce qui, au moment de la rédaction, semble provoquer un vent de panique du côté du Département de l'instruction publique. La Société pédagogique genevoise, qui représente les enseignant·e·s du primaire, a demandé la suspension du louable projet d'«école inclusive», coquille vidée de sens sans un budget permettant de la mettre en œuvre...

Sans ouverture de la part du Conseil d'État, une nouvelle

grève reconductible sera entamée le 1^{er} décembre.

Premiers frémissements de la part des autorités, la commission des finances a refusé l'entrée en matière sur le projet de budget. Cela rend peu probable l'adoption du budget avant la fin de l'année... Il n'y a cependant aucune raison de se réjouir, car, si les mobilisations devaient s'esouffler, il est à redouter que le budget qui sera finalement voté soit encore pire que celui proposé par l'exécutif.

Julien Nicolet

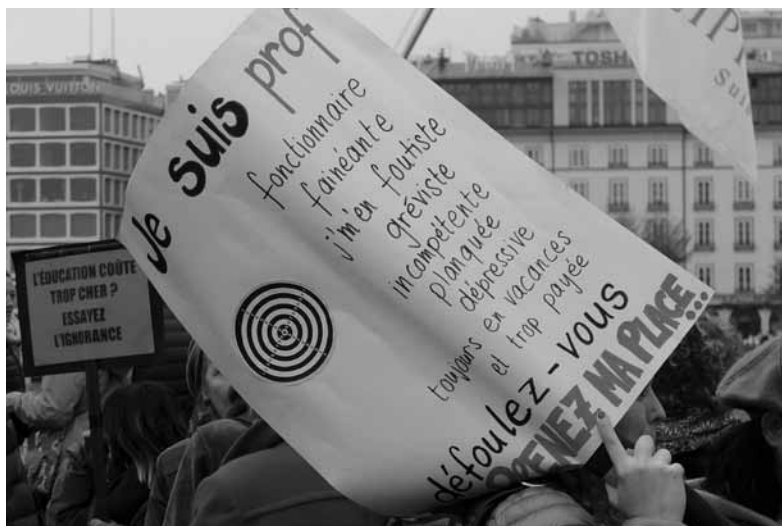
«Personal Stop»?

Vendredi 13 novembre, juste avant que des fonctionnaires de police, des ambulanciers·ers et des infirmières·ers ne tentent de sauver des vies à Paris, le parlement genevois votait la loi «Personal Stop», le frein à l'endettement le plus dur du pays. Concrètement, elle vise à bloquer l'engagement de nouvelles·aux employé·e·s à la hauteur de l'inflation, indépendamment de l'évolution démographique ou des besoins de services publics, tant que la dette ne sera pas ramenée à 8 milliards de francs. On imagine aisément les conséquences de ce texte sur les services les plus exposés à l'explosion de la détresse sociale. Sans oublier le signal désastreux auprès des jeunes en formation, qui savent d'ores et déjà que l'État, principal employeur du canton, renoncera durablement à leur proposer des postes.

Un référendum a évidemment été lancé contre ce brûlot législatif. Le vote devrait avoir lieu en septembre 2016 et sera un excellent indicateur de l'attachement réel des Genevois·es à leurs services publics. JN

La jeunesse dans la rue

Alors qu'il était habituellement difficile de mobiliser les jeunes collègues, souvent peu politisé·e·s, occupant des situations précaires ou débordé·e·s par leur charge de travail, les syndicats ont constaté un changement radical cette année. Particulièrement visée par les attaques budgétaires (blocage des annuités, non-reconnaissance de l'expérience antérieure, diminution du nombre de postes, etc.), la jeune génération a participé en nombre aux grèves et manifestations de cet automne. Des remplaçant·e·s, des stagiaires et de jeunes engagé·e·s ont accepté de témoigner dans les médias de la précarité de leur situation, bien différente de l'image habituelle des fonctionnaires indéboulonnables et surpayé·e·s. Faut-il y voir un signe de prise de conscience ou une conséquence de la violence des mesures du budget 2016? Quoi qu'il en soit, les associations professionnelles se réjouissent de compter sur ces nouveaux visages pleins de dynamisme et d'idées! JN



LOGEMENT

Vaud: un douloureux compromis

La gestion du marché du logement peut se faire par le biais de la construction de logements et par la transformation du parc locatif existant. Si, du côté des locataires, la construction de logement semble être la solution à la sévère pénurie qui touche le canton depuis près de quinze ans, pour les milieux immobiliers, ce sont au contraire les lois qui préservent le parc locatif de lourdes rénovations qui en sont la cause.

En 2011, l'ASLOCA-Vaud a déposé une initiative populaire cantonale, «STOP à la pénurie de logements», qui demande au canton et aux communes de s'investir pour la construction de logements. L'initiative ne se contente pas de mesures incitatives car elle obligerait les communes et l'État à consacrer au moins 20 francs par habitant-e à la réalisation de logements à loyer modéré. Les montants ainsi récoltés seraient gérés par la Société vaudoise pour la construction de logements à loyers modérés (SVLM), une institution de droit public. Selon l'ASLOCA, ce seraient près de 300 nouveaux logements qui seraient ainsi mis à disposition des habitant-e-s du canton chaque année. Pour que les communes puissent

mener à bien leurs projets de construction, l'initiative prévoit un droit d'expropriation pour l'achat de terrains par les communes ou la SVLM.

UN «PAQUET LOGEMENT» CONTESTÉ

Cet automne, le Conseil d'État a présenté un contre-projet à cette initiative de l'ASLOCA. Ce «paquet logement», en plus de présenter des contre-propositions aux outils de l'initiative, intègre la révision de deux lois fondamentales pour la protection des locataires: la Loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maison d'habitation (LDTR) et la Loi concernant l'aliénation des appartements loués (LAAL). Celles-ci, dont l'abrogation est demandée de longue date par les milieux immobiliers, sont des outils indispensables à la préservation du parc locatif existant. Ainsi, en plus de vider de sa substance l'initiative de l'ASLOCA, en supprimant les obligations financières et en remplaçant le droit d'expropriation par un droit de préemption, le «paquet logement» prévoit de réviser des lois qui, en imposant des rénovations douces, limitaient les hausses de loyers.

Discuté cet automne au Grand Conseil, le «paquet

logement» a été présenté par Béatrice Métraux comme un compromis indispensable à la réalisation d'une politique du logement quasi inexistante sur le plan cantonal. Les débats qui ont occupé les député-e-s se sont d'abord cristallisés sur la défense de la propriété privée, principe que la droite prétend absolu aux dépens d'une politique publique en faveur du logement. La gauche a quant à elle présenté de nombreux amendements pour tenter de sauver le sens d'une loi préservant le parc locatif. Avant la deuxième lecture, de nombreux amendements ont encore été déposés des deux côtés de l'hémicycle. Des menaces de référendum, tant du côté des propriétaires que des locataires, ont été brandies, ce qui a convaincu les député-e-s de renvoyer le texte en commission dans l'espoir de trouver un compromis pour janvier 2016. Bien que, du côté des locataires, le «compromis» semble difficile à avaler, l'ASLOCA attend le résultat des débats parlementaires de janvier pour se prononcer sur le possible retrait de son initiative, ainsi que sur le lancement d'un référendum.

Antoine Chollet

LOGEMENT

Logements abordables: ça se signe!

Déjà 50'000 signatures en dix semaines. L'initiative «Davantage de logements abordables» fait un tabac. C'est qu'elle entend réveiller une politique fédérale du logement très engourdie. Il s'agit de presque doubler le nombre de nouvelles habitations à loyer modéré sur l'ensemble du pays, à commencer par les agglomérations très touchées par la pénurie.

L'ASLOCA veut un encouragement conséquent des coopératives par les pouvoirs publics, pour des appartements jusqu'à un quart inférieur au marché libre. Désormais les CFF et

d'autres entreprises liées à la Confédération favoriseront enfin les logements d'utilité publique. Avec ses organisations partenaires (USS, PS, Verts, JS et Coopératives d'habitation CH), l'ASLOCA entend en finir avec la perte de logements abordables dans le cadre de rénovations d'immeubles subsidiés par les collectivités. Communes et cantons pourront s'accorder la priorité (préemption) en cas de ventes de terrains, pour y mettre à disposition des appartements à loyer modéré.

Novatrice, l'initiative se signe aussi en ligne sur [\[gements-abordables.ch\]\(http://www.logements-abordables.ch\). 10'000 personnes ont utilisé ce mode électronique, qui renouvelle nos droits populaires et facilite leur usage sur les réseaux sociaux. L'initiative a d'ailleurs un compte twitter et une page facebook en allemand et français.](http://www.lo-</p>
</div>
<div data-bbox=)

Si les soutiens des propriétaires sont désormais renforcés au parlement suisse, la pression externe des locataires peut encore changer la donne dans les années qui viennent.

Pierre Zwahlen
Secrétaire général adjoint
ASLOCA Suisse

GOTHARD

Le Tessin contre le deuxième tunnel

Depuis des années, la majorité bourgeoise au pouvoir au Tessin martèle le soutien de toute la population tessinoise à ce projet de doublement des capacités du tunnel autoroutier du Gothard. Ce soutien unanime n'est toutefois qu'une mascarade. À maintes reprises le Tessin a voté contre ce projet et a indiqué clairement qu'il privilégie le transfert des camions de la route au rail. De plus, les résistances contre ce tunnel ne se cantonnent pas au camp rouge-vert: de nombreuses personnalités PLR, PDC et Lega affichent ouvertement leur opposition. Les arguments évoqués le plus souvent sont les coûts excessifs du doublement de l'infrastructure, ainsi que la surcharge systémique du réseau routier au sud du Tessin. Dans cette région la plus polluée de Suisse, s'ajoutent au trafic dense de poids lourds en transit les dizaines de milliers de pendulaires qui franchissent la frontière quotidiennement avec leur voiture, étant donné le manque patent et reconnu d'une offre en transports en commun capable de leur offrir une réelle alternative. Rajouter davantage de camions dans un système routier saturé, c'est l'asphyxie quotidienne assurée.

UNE FABLE DANGEREUSE

Au Tessin, personne ne croit à la fable du non-accroissement des capacités par l'utilisation d'une seule voie de circulation par tunnel. C'est une évidence que l'on ne va pas investir trois milliards de francs pour ne rien changer! De toute façon, l'ouverture du deuxième tunnel fera tomber de nombreuses mesures qui permettent de limiter le nombre de camions en circulation (entre autre l'interdiction de transporter des matières dangereuses dans le tunnel). Le Bureau de prévention des accidents estime d'ailleurs qu'une augmentation de 3% des poids lourds en circulation annulerait le gain en sécurité issu de la séparation des flux au Gothard. Il y aurait moins d'accidents dans

le tunnel, certes, mais davantage sur le reste du réseau.

Autre argument, la mise en danger d'Alptransit. Après 25 ans de travaux et plus de douze milliards de francs dépensés, le tunnel de base du Gothard sera ouvert l'année prochaine, offrant assez de capacité pour absorber l'ensemble des transports de marchandises sur l'axe nord-sud. Mais, au lieu d'inciter les transporteurs européens à emprunter cet ouvrage, nous leur offririons une voie royale pour continuer à surcharger la route. En parallèle, d'autres investissements pharaoniques sont déjà planifiés le long de l'axe autoroutier nord-sud afin d'absorber la croissance du trafic de transit, tandis que les projets ferroviaires facilitant l'accès au tunnel de base peinent à se faire financer. D'ailleurs, les mêmes qui défendent la construction

de ce tunnel s'opposent à toute mesure incitant le transfert de la route au rail et ont même le culot de demander un assouplissement de l'interdiction de circuler durant la nuit.

Le projet de doublement du tunnel du Gothard n'est qu'une supercherie qui sabote les investissements consentis pour transférer le trafic de la route au rail, augmente le trafic de transit des poids lourds, les risques encourus par les usagers de la route et la pollution de l'air, mettant davantage à risque la santé des populations riveraines des axes de transport. C'est pour cela que la population tessinoise se mobilise contre ce dangereux projet.

*Filippo Rivola
Géographe, ATE*

*Pour aller plus loin:
www.2tunnel-non.ch*

CANADA

Junior à Ottawa

Pierre Elliott Trudeau était le Kennedy canadien: beau, cosmopolite, progressiste... Au pouvoir de 1968 à 1984, le gouvernement libéral, dont il était le premier ministre, a durablement marqué le paysage politique canadien. Trente ans plus tard son fils, Justin Trudeau, accède au même poste, porteur de profonds espoirs de changements. Le Canada vient de vivre neuf années d'un gouvernement conservateur, sous la direction de Stephen Harper, particulièrement féroce: soutien indéfectible à l'extraction pétrolière, participation aux expéditions impérialistes américaines, destruction des droits syndicaux et sociaux...

La lourde défaite des conservateurs lors des élections fédérales est une excellente chose, d'autant plus que pour gagner des voix Trudeau n'a pas hésité à «gauchir» la rhétorique du parti libéral, qui n'en reste pas moins un parti de centre-droite.

À ce titre, les réjouissances qui se sont exprimées à gauche en Europe sont un peu étranges, car la victoire des libéraux s'est faite en écrasant le NPD (social-démocrate). Celui-ci était, il y a quelques mois encore, le favori des élections.

Le nouveau gouvernement libéral va revenir sur quelques-unes des pires mesures prises par les conservateurs, et devrait laisser plus de place aux mouvements sociaux et syndicaux pour s'exprimer. Mais ne nous y trompons pas, c'est bien un gouvernement néolibéral qui est au pouvoir à Ottawa. Le jour même où Barack Obama, pour des raisons climatiques, annonçait l'arrêt définitif de la construction du pipeline Keystone XL, le gouvernement Trudeau s'engageait à soutenir un pipeline encore plus monstrueux, Energy East, qui poussera à l'exploitation catastrophique du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta.

Romain Felli

NUMÉRO 150

La *Wochezeitung*, un succès qui dure

Le 18 novembre, *Pages de gauche* s'est entretenu durant deux heures avec Bettina Dyttrich et Camille Roseau, membres du collectif de la *Wochezeitung* (que tout le monde appelle la WOZ), hebdomadaire de la gauche alternative suisse alémanique. La première est rédactrice de la rubrique Suisse, alors que la seconde est responsable du marketing. À l'occasion du 150^e numéro de *Pages de gauche*, nous voulions discuter du présent et de l'avenir d'une presse de gauche en Suisse. Pour que la presse engagée trouve des moyens de lutter contre sa disparition programmée, il est impératif de partager nos expériences, et en particulier de s'intéresser de plus près à ce qui fonctionne ailleurs.

À cet égard, près de 35 ans après sa fondation, la WOZ est un véritable succès. Elle a bien connu des moments difficiles, qui ont abouti à une quasi faillite en 2005, suite à des décisions inopportunes visant à augmenter massivement son lectorat. Depuis lors, le journal a augmenté son tirage (ainsi que ses salaires) et semble reposer sur des bases solides. *Pages de gauche* a décidé d'aller discuter avec cette «grande sœur» d'outre-Sarine, pour s'en inspirer et faire connaître ce modèle alémanique au lectorat romand. Les lignes qui suivent résument nos discussions.

Le journal a été fondé en 1981 par une équipe composée pour l'essentiel de la rédaction du journal universitaire *Das Konzept*, de militant·e·s des mouvements des années 1970, et de jeunes de la scène alternative zurichoise, rassemblés autour des événements de 1980 lorsque beaucoup de jeunes manifestaient pour demander plus d'espaces pour la culture alternative. Ce mélange a résisté à l'épreuve du temps et anime toujours l'esprit du journal. Aujourd'hui, l'équipe compte cinquante personnes dont la moitié sont des rédactrices·eurs.

La WOZ est une coopérative depuis sa création, dans laquelle toutes les employé·e·s (sauf quelques-un·e·s avec de faibles taux d'engagement) ont une part qui leur permet de participer aux décisions. Depuis sa création, ils et elles

reçoivent toutes le même salaire, récemment augmenté à 5000 frs pour un plein temps. La plupart travaillent cependant à des taux de 60 à 80 %.

La coopérative prend toutes les décisions importantes concernant le journal, qu'il s'agisse des salaires, du budget, de la mise en page, mais la rédaction décide seule du contenu des articles.

LE FINANCEMENT

Le journal tire à 17'600 exemplaires chaque semaine, pour un lectorat total estimé à 67'000 personnes. La très large majorité des exemplaires sont écoulés par abonnements, le reste (moins de mille) étant vendu en kiosques. Ce sont aussi les abonnements qui assurent l'essentiel du financement du journal (80%), le reste se répartissant à parité entre la publicité et les dons.

Le système de dons est organisé de manière originale, et repose sur une association d'amis de la WOZ, dont les membres contractent des abonnements de soutien au double du prix normal. Cette association est forte de près de 900 membres aujourd'hui. Elle alimente notamment un fonds spécial, ProWOZ, qui permet de financer régulièrement des enquêtes de plus longue ha-

leine, ensuite publiées dans les pages de l'hebdomadaire.

LA RÉDACTION

La WOZ n'est liée à aucun parti, syndicat ou association, même si ses rédactrices·eurs sont proches, selon les cas, du PS, des mouvements écologistes, voire des idées anarchistes. L'indépendance a toujours été revendiquée par le journal, de même que le pluralisme. Les thèmes sur lesquels le journal revient le plus régulièrement sont la politique suisse et internationale, l'économie, l'écologie, la culture, le féminisme ou les mouvements sociaux. Il n'y a pas de charte politique qui aurait été discutée collectivement et engagerait la rédaction. Celle-ci est toujours animée par des discussions sur tous ces sujets, bien que quelques valeurs fondamentales soient partagées par tout le monde: les droits fondamentaux, l'écologie, la solidarité internationale... Et si le journal ne donne que rarement de consignes électorales, il se prononce régulièrement sur les référendums et les initiatives.

QUELLE PLACE OCCUPE LA WOZ DANS LA PRESSE ALÉMANIQUE?

Il y a peu d'hebdomadaires en Suisse alémanique, contrairement à l'Allemagne ou à la France, surtout si l'on excepte les éditions dominicales des grands

Enquêtes et reportages

Le fonds ProWOZ permet de financer des enquêtes de plusieurs jours réalisées par les journalistes de la WOZ. Il existe une vraie volonté d'aller sur le terrain, de ne pas se limiter aux débats d'opinion ou aux réactions à l'actualité et aux prises de positions des autres médias. Pour la WOZ, il est très important de mener des enquêtes indépendantes. C'est d'ailleurs, au passage, ce qui donne le plus de visibilité au journal, puisque de bonnes enquêtes sont ensuite reprises et commentées.

journa
trouve
mais d
alors d
du sièc
libéral
pel à s
2000 :
positio
aujourd
sible a
Le
respon
le trait
diète :
Intern
dio-vis
par ser
temps
et de l
un for
réalise
une de
devant
jamais
transf
dien o
Sun
tions
tions
WOZ
mois p
Mond
Berlin
vend l
ment.
concer
avec d
Zurich

aux. Outre la WOZ, on ne sait pas que la *Weltwoche*, désormais complètement bloquée, quelle elle était jusqu'au début de son rôle en tant qu'organe de la gauche romande. L'arrivée de Roger Köppel à la tête au début des années 2000 a brutalement changé ses orientations, si bien qu'il n'y a plus aujourd'hui de discussion possible avec ce titre.

Le format hebdomadaire correspond bien à notre époque, où l'actualité immédiate se fait principalement sur Internet ou dans les médias audiovisuels. La parution hebdomadaire laisse au contraire le temps d'analyser les événements pour restituer un sens. C'est le format idéal pour le travail que fait la WOZ. C'était au départ une décision pragmatique, mais, grâce à son succès, personne n'a songé à la contester pour transformer le journal en quotidien mensuel.

Sur le plan des collaborations avec d'autres publications de gauche, notons que la WOZ est accompagnée chaque semaine par l'édition allemande du *diplomatische*, publié à Paris. C'est un numéro qui se vend bien en kiosque, généralement. Le lectorat de la WOZ se trouve surtout dans les villes, les ventes importantes à Zurich, à Berne, à Soleure ou

à Saint-Gall, par exemple. Les ventes en Suisse romande sont toutefois résiduelles (quelques dizaines d'exemplaires vendus en kiosques, à peine plus d'abonnements). Et, s'il n'y a plus de quotidien de gauche en Suisse alémanique, contrairement à la Suisse romande où existe toujours *Le Courier*, la WOZ est en revanche, proportionnellement à la population, l'un des journaux de gauche les plus lus en Europe.

LE PASSAGE AU NUMÉRIQUE

La question du passage au numérique est toujours en discussion au sein du journal, comme sans doute dans toutes les rédactions aujourd'hui. Pour le moment, il est hors de question d'abandonner la version papier. Un quart des articles sont proposés sur le site de la WOZ chaque semaine, au fur et à mesure que la semaine avance. Tous les articles sont disponibles un mois après leur première parution, ce qui constitue un riche fonds d'archives gratuites.

La WOZ est également en train de mettre en place un abonnement numérique, mais avec des questions non résolues, notamment concernant son prix. Doit-il être le même que pour la version papier ou non? Elle va parallèlement étoffer son offre sur tablettes et *smartphone*.

Les articles

Lors de la discussion sur la dernière maquette du journal, les articles de taille moyenne ont été critiqués, et la rédaction a décidé de privilégier un mélange entre des articles courts et des articles plus longs (une page entière), voire plusieurs pages comme c'est le cas pour la rubrique «thema» chaque semaine. Ce qui importe surtout, c'est de varier leur longueur. La WOZ cherche également à ce que ses articles soient écrits clairement, sans jargon, de manière à ce que n'importe qui puisse les comprendre. Bettina Dytrich et Camille Rousseau notent à cet égard que le journal ne publie des contributions de chercheurs universitaires que si celles-ci sont écrites lisiblement.

LE JOURNAL

EN DEHORS DU JOURNAL

En plus de la parution de ses 49 ou 50 numéros annuels, la WOZ convie ses lectrices et lecteurs à de nombreux événements. Il peut s'agir de discussions publiques avec des organisations de gauche (à témoin un récent débat sur TISA avec Stefan Giger, à l'instar de celui qu'a organisé *Pages de gauche* au mois de juin), mais aussi de séries de conférences comme cela a été le cas dans le cadre d'une «université populaire» organisée à Zurich en collaboration avec l'école autonome. Ce cycle de conférences a rencontré un grand succès durant trois mois, avec douze rencontres qui ont rassemblé jusqu'à 250 personnes.

La WOZ organise également des «voyages politiques» pour ses abonné·e·s. Elle leur a proposé par exemple de se rendre en Catalogne, dans le Pays basque, à Vienne ou à Marseille, accompagnés par des guides expérimentés. Des excursions et des randonnées en Suisse sont aussi proposées, avec un succès qui ne se dément pas. Si ces activités ne rapportent pas d'argent au journal, elles permettent de le faire connaître plus largement, de donner l'occasion à la rédaction de rencontrer une partie de ses lectrices et lecteurs, et de faire de la WOZ un animateur culturel.

Stéphanie Pache,
Antoine Chollet



Abonnements et articles sur
www.woz.ch.

AUSTRALIE

Une politique sociale cruelle: la gestion obligatoire du revenu

Imaginez votre enfant qui rentre de l'école et demande dix francs pour une course d'école au zoo local. Ensuite, imaginez que vous devez lui dire que cela ne sera pas possible, car vous n'avez pas d'argent liquide à donner. L'argent existe, mais n'est pas disponible en liquide.

C'est la réalité pour beaucoup de parents australiens. Depuis 2007, le gouvernement australien (travailliste) a consigné l'argent des aides sociales sur une carte électronique. Les biens qu'on peut acheter sont limités, tout comme les points de vente. La conséquence immédiate est l'exclusion de ces personnes des échanges en argent liquide.

La gestion obligatoire et imposée du revenu (*Compulsory Income Management* – CIM) a été un événement important dans la politique sociale australienne. Le CIM a été élaboré dans la foulée du plan d'urgence pour les territoires aborigènes du Nord en 2007. C'était un moyen pour le gouvernement travailliste de Howard de réduire encore les prétentions des aborigènes. Pour cette intervention, le gouvernement avait dû suspendre

la loi contre la discrimination raciale afin d'envoyer l'armée dans ces communautés et de pouvoir exproprier. Le fait de devoir suspendre la loi contre les discriminations raciales datant de 1975 est un signe évident de la motivation raciste de cette intervention du gouvernement fédéral.

PUNIR LES PAUVRES

De toutes les mesures imposées durant l'intervention, celle sur la gestion obligatoire du revenu est particulièrement perturbante. Elle a été appliquée à tous les aborigènes vivant dans les territoires du Nord qui recevaient des aides sociales, sur la supposition que ces personnes étaient paresseuses, immatures et responsables des méfaits de la colonisation. À la lecture des documents gouvernementaux, les buts du CIM sont clairs, allant du renforcement économique à l'encouragement à l'emploi et à l'éducation, la promotion d'un comportement socialement responsable visant à réduire la part des dépenses consacrées à l'alcool, au tabac, à la pornographie et autres jeux d'argent. Tant les évaluations indépendantes que celles commandées par le gouvernement n'ont montré aucun succès du CIM dans la réalisation de ces buts en sept ans. Au contraire le CIM a contribué à rendre la vie plus difficile pour les Australien-ne-s les plus vulnérables.

Toutefois, de façon étonnante, tous les gouvernements successifs, travaillistes et conservateurs, ont poursuivi le programme. Récemment, les deux plus grands partis politiques australiens, avec le support de plusieurs partis indépendants, ont voté une loi au Sénat pour élargir le déploiement du CIM dans les communautés pauvres, aussi bien pour les aborigènes et les non-aborigènes.

L'élan nécessaire à un tel approfondissement à l'en-

contre de toute logique provient en partie de la nomination scandaleuse d'un magnat des mines, le milliardaire Andrew Forrest, à la tête du comité national aborigène pour l'emploi. Ce dernier a utilisé sa position pour imposer sa vision du développement des communautés aborigènes en Australie. Forrest, qui a fait sa fortune dans l'élevage puis l'exploitation de mines d'or sur des terres aborigènes dans le Pilbara, a fait plus de 70 recommandations allant du développement des enfants et de l'éducation à la gestion des terres. Dans ces recommandations, il était proposé que le CIM s'étende à l'ensemble de l'Australie. L'origine de cette proposition montre que c'est une rengaine connue dans une société néo-coloniale et néolibérale, dont la mise au pas et la punition des pauvres est une des caractéristiques. Les pauvres ont été utilisés comme boucs émissaires face à l'accroissement des inégalités et de la pauvreté lors de ces trois dernières décennies de politiques économiques néolibérales. La dimension raciale de ces politiques est également un élément récurrent des politiques australiennes envers les aborigènes; tous les gouvernements depuis celui d'Howard en 2000 essayent d'imposer l'assimilation de ces populations.

La plupart de celles et ceux qui assistent à la dégringolade sociale et écologique de l'Australie ne seront pas surpris par la promotion et l'expansion du CIM dans les politiques sociales. Cette situation est vraiment paradoxale, alors que dans le même temps l'Australie mène campagne pour un nouveau siège au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la base de son exemplarité dans les droits humains.

Elise Klein
(traduction MG)



Au contraire des bénéficiaires du CIM, Andrew Forrest, propriétaire de mines d'or et directeur du comité nationale aborigène pour l'emploi, a peu de problèmes de cash.

TURQUIE

En route vers le chaos

Les attentats de ces derniers mois en Turquie, puis les élections du 1^{er} novembre, demandent à être replacés dans un contexte plus large. À cette fin, nous nous sommes entretenus avec Ihsan Kurt, président de l'Association pour le Fonds kurde Ismet Chérif Vanly et conseiller communal socialiste à Prilly.

Quel sens général donner à la prise de pouvoir de l'AKP en Turquie?

Au début des années 2000, les pouvoirs européens ont considéré que l'AKP (le Parti de la justice et du développement) représentait une force démocratique et libérale, en le définissant comme «islamo-conservateur» et en le comparant à la démocratie chrétienne. Il était alors censé ramener l'armée dans ses casernes, lancer une série de réformes politiques et démocratiques, et il semblait en plus soutenir le rapprochement avec l'Union européenne.

Le problème de l'AKP, c'est que, sur tous les sujets difficiles qui concernent la Turquie, qu'il s'agisse de la reconnaissance du génocide arménien, de la partition de Chypre ou de la question kurde, il ne propose aucune solution crédible.

Qu'en est-il de la question kurde?

En 2002, l'AKP entame des négociations, d'abord secrètes, avec les Kurdes, notamment avec Abdullah Öcalan, le leader du PKK emprisonné depuis son arrestation en 1999. Peu après, un cessez-le-feu unilatéral est décrété par le PKK.

Les problèmes recommencent en 2011 avec le début du conflit syrien. Dans un premier temps, l'AKP au pouvoir soutient l'armée syrienne libre. Les Kurdes, de leur côté, soutiennent le PYD (Union démocratiques des peuples), créé dans le Kurdistan syrien en 2003. Le PYD prend le contrôle d'une vaste région au nord-est de la Syrie, tout en observant un pacte tacite de non-agression

avec les forces de l'armée régulière. Les combats l'opposent alors à Al-Nosra, puis à Daesh, soutenus par les pays du Golfe puis, au fur et à mesure que les progrès kurdes se confirment, par la Turquie. Comme je le dis souvent, Ankara serait prêt à faire alliance avec le diable s'il combattait les Kurdes...

Les élections de cette année se déroulent donc dans ce contexte de combats en Syrie, et notamment la longue bataille pour Kobané, finalement remportée par les forces du PYD.

Quelles sont les forces qui représentent les Kurdes à ces élections?

Avant les précédentes élections, en 2011, différentes organisations s'étaient coalisées pour former un nouveau parti multi-ethnique, issu des groupes d'extrême gauche et féministes, le HDP (Parti démocratique des peuples). Aux élections de juin 2015, pour la première fois, cette coalition parvient à dépasser le quorum de 10% fixé pour pouvoir entrer au parlement, et obtient 81 sièges au parlement, ce qui en fait le quatrième parti du pays.

L'impossibilité pour l'AKP de former un nouveau gouvernement l'a fait entrer dans ce que j'appellerais une phase colérique. C'est ce contexte qui a conduit aux élections anticipées du 1^{er} novembre.

Comment se sont déroulées ces dernières élections?

L'AKP était prêt à tout pour gagner ces secondes élections. Il a commencé par prétendre que le PKK avait rompu unilatéralement un cessez-le-feu que le gouvernement ne s'est jamais privé de violer. Il a ensuite exercé une censure féroce sur tous les médias et interdit de nombreuses manifestations.

Beaucoup plus grave, il a laissé opérer des groupes terroristes venus de Syrie, qui ont commis plusieurs attentats lors de rassemblements de l'opposition. Après l'attentat de

Diyarbakir le 5 juin, deux jours avant les premières élections, il y a eu le 22 juillet un attentat suicide qui a fait 32 mort-e-s et 84 blessé-e-s à Suruç, puis, le 10 octobre, l'attentat d'Ankara qui tuera 103 personnes et en blessera plus de 400.

Les élections du 1^{er} novembre se déroulent donc dans un climat de quasi guerre civile. Créant un climat de peur généralisé, l'AKP martèle que la Turquie est victime de Daesh et du PKK et que s'il perd les élections, ce sera le chaos. À cela s'ajoute la présence de 2 millions de réfugié-e-s syrien-ne-s, considéré-e-s comme problème de sécurité. Au final, l'AKP obtiendra 49% des voix et la majorité absolue au parlement et le HDP 11%.

Quels seront les effets de cette victoire de l'AKP?

Le parti va pouvoir réaliser la transition à laquelle il aspire vers un régime présidentiel, avec Erdogan à sa tête, puisqu'il va contrôler tous les leviers du pouvoir au moins jusqu'en 2019. Il faut aussi craindre un renforcement de la police, et de la censure sur les médias. Le lien entre l'AKP et l'armée s'est pacifié, cette dernière a obtenu à peu près tout ce qu'elle souhaitait ces dernières années. De plus, l'AKP a réussi à améliorer l'image de l'armée, tout en instaurant un État policier, totalitaire, dans le pays.

En réaction, la lutte armée des Kurdes va reprendre. À mon avis, cela va mener le pays au chaos.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Une version longue de cet entretien peut être lue sur notre site Internet.

IDÉES

Tester les ressources humaines?

La violence de la réaction d'Air France suite à la «manifestation de la chemise» contre les employé·e·s qui manifestaient pour la sauvegarde de leurs conditions de travail a de nouveau dévoilé la face sombre des ressources humaines (RH). Derrière le voile de la du directrice·eur des ressources humaines (DRH) «humain·e», derrière la bienveillance proclamée, la·le professionnel·le des RH reste le bras armé du patronat. Paradoxalement, cette étiquette d'exécutant·e de la direction que beaucoup de DRH contestent est le résultat d'une revendication de la profession elle-même. La fonction RH a lutté pour avoir sa place à la table de la direction et il est difficile dans cette position de proposer et a fortiori de porter une alternative. Toutefois afin de relativiser les effets de cette cruelle proximité avec la direction, on assiste à un double mouvement. Premièrement présenter les RH comme une discipline et deuxième-

ment proposer une batterie d'outils ou de méthodes pour prétendre à son indépendance. Cette mise à distance permet de masquer la violence des rapports sociaux.

RECRECITER ET DISCIPLINER

Le processus de recrutement illustre les moyens que les RH se donnent pour blanchir leur image. Si leur utilisation n'est guère nouvelle, de plus en plus d'entreprises ou des administrations publiques pratiquent des tests psychométriques ou de personnalité aux doux noms de LIFO, Leonardo 3.4.5, MBTI, NEO PI-R. À l'interne ce genre de test à l'avantage de permettre aux cadres de se décharger de toute responsabilité en cas de conflits. Ces tests font aussi partie du vaste marché des ressources humaines avec ses salons et son lot de consultant·e·s. Cette économie particulière se reproduit en vase clos, crée des outils et des méthodes qu'on peut ensuite vendre et s'échanger.

Le point commun de ces tests est qu'ils reposent tous sur une prétention scientifique. Avec ces tests il serait possible d'objectiver un recrutement. Internet élargit les possibilités, puisqu'une grande partie de ces tests implique que la·le candidat·e réponde à une litanie de questions au sens ambigu sur son temps libre. Au final, la·le candidat·e est associé·e à un type de personnalité prédéterminé (l'homme ou la femme d'action, l'infirmier·ère, l'actrice·eur, l'idéaliste) ou encore à une couleur censée décrire *in extenso* la valeur, la ressource que la·le

travailleuse·eur pourrait potentiellement représenter pour l'entreprise.

Pour ne rien arranger, ces tests proposent pour la plupart une interprétation automatique des résultats. Beaucoup de ces tests provenant du monde anglo-saxon, les problèmes de traduction compliquent encore les choses. Mais dans le fond peu importe, l'ésotérisme de ces tests et leur faible substance ne sont pas le plus important. Ce qui se mesure avec ces tests est avant tout le potentiel de soumission des «talents».

AUTONOMIE ET ENTREPRISE

Que les RH croient ou non aux possibilités de ces tests, là n'est pas la question. Mis à part les professionnel·le·s de la profession, personne n'est dupe. Cette formalisation du sens commun a un effet performatif.

Ces tests psychométriques participent de la promotion des valeurs libérales dans la société. L'autonomie et le travail en équipe sont présentés comme des valeurs essentielles; il ne s'agit pas ici de la capacité à créer des liens de solidarité au travail, mais plutôt la capacité à interioriser et extérioriser ou promouvoir «seul·e» les valeurs de l'entreprise. Il est donc important de résister autant que faire se peut à l'utilisation de ces tests psychométriques. Il est également important que les syndicats ne délaissent pas le terrain des outils et méthodes RH mais luttent pour imposer d'autres manières de recruter. Diminuer l'arbitraire des embauches est une étape importante vers la démocratisation de l'économie.

Mathieu Gasparini



Photo extraite du film Playtime (Jacques Tati, 1967)

LE POING La présidence du Parti socialiste vaudois et du groupe au Grand conseil se sont fendus d'une missive aux membres pour prêcher les vertus du compromis fiscal vaudois. Alors que la lettre admet que le texte adopté au Grand conseil n'est conforme que «de manière générale» à la décision prise par le comité cantonal du PSV, c'est faire bien peu de cas de l'avis des membres que de présenter la position du parti par courrier, sans débat interne ni vote des militant·e·s, et cela mérite le poing du mois.



LA ROSE Seul·e·s six député·e·s de l'Assemblée Nationale, trois socialistes et trois écologistes, ont voté contre la loi prolongeant de trois mois l'état d'urgence en France, menaçant les libertés publiques et la démocratie. Succédant aux très rares membres du Congrès américain s'étant opposés au Patriot Act en 2001, ces six élu·e·s font honneur à leur fonction de parlementaire et, pour cet acte de courage et de clairvoyance, méritent bien notre rose du mois.



ON NOUS ÉCRIT

Phénomène de masse

L'étonnant succès du *Livre de Baltimore* de Joël Dicker m'a inspiré des commentaires que je tiens à soumettre à votre réflexion. D'abord, j'aimerais souligner que je trouve Dicker très sympathique et qu'il possède un indéniable talent. Rendons à César ce qui est à César. Mais l'ampleur de son succès m'interroge. *La Vérité sur l'affaire Harry Quebert* a été vendu à 3'000'000 d'exemplaires et a été traduit en 40 langues. Cela représente le chiffre d'affaires de l'édition romande dans son ensemble. À lui seul, il devrait toucher environ 6 millions de francs de droits d'auteur, soit davantage que tous les auteurs suisses réunis. Imaginons 600 auteurs à 5000 frs de *royalties*, cela représente 3 millions de francs. Je suis optimiste car les auteurs qui touchent 5000 frs de droits ne sont pas très nom-

breux selon la Société suisse des auteurs. Bref, c'est ce fossé entre notre beau Joël et les autres qui m'interroge. Tout cela nécessiterait une analyse sociologique approfondie mais un tel succès n'était pas imaginable dans les années 1970-1980 où l'on lisait davantage qu'aujourd'hui. Signe des temps. Les réseaux sociaux ont transformé les citoyen-ne-s en *groupies*, semble-t-il.

DISPARITION DE L'ESPRIT CRITIQUE

On retrouve le même phénomène en politique, puisque récemment Roger Köppel, fils spirituel de Blocher qui a fait une thèse sur Carl Schmitt (l'idéologie du «nazisme économique») a obtenu 178'000 voix aux élections nationales. Dicker a été Prince malgré lui mais il répond à une demande du public qui a perdu l'esprit critique puisqu'il préfère un

livre que tout le monde lit plutôt que de chercher un talent oublié des médias. En revanche, Roger Köppel est un Prince zurichois qui s'est fait élire en connaissant tous les rouages de la société et toutes les faiblesses de notre société anxieuse. Les Suisses lecteurs et électeurs se comportent comme des pèlerins de la Mecque. Et toute l'Europe occidentale influencée par l'Amérique républicaine va dans le même sens.

Ce phénomène de massification nuit non seulement à l'esprit critique mais aussi à l'édification personnelle. Au «Être ou ne pas être» de Hamlet, Proust répondait déjà «En être ou ne pas en être». Cela étant dit, la question doit se poser: où va-t-on? La réponse appartient aux écrivains.

Michel Moret
Éditions de l'Aire

LIVRES

Le fond est la forme

Tout le monde se souvient de la petite phrase du PDG de TF1, qui décrivait il y a quelques années son métier comme consistant principalement à vendre à Coca-Cola du «temps de cerveau humain disponible». Si la vérité lapidaire de cette explication économique de la raison d'être des chaînes de télévision paraît assez bien établie, elle nous laisse cependant au seuil d'une analyse poussée du fonctionne-

ment des mass-médias audiovisuels. Peter Watkins, réalisateur engagé d'une quinzaine de films, dont les plus connus sont *La Bombe* (1966), *Punishment Park* (1971), *Edvard Munch* (1974) et *La Commune* (1999), s'attelle précisément à cette tâche dans *Media Crisis*, dont les éditions L'échappée viennent de republier la traduction.

Partant du constat que les moyens de communication audiovisuels sont actuellement dominés par un «processus hiérarchique de production qui délivre des messages unidirectionnels à un public passif», Watkins insiste sur la nécessité de lutter pour la mise en place d'un réel dialogue entre professionnel-le-s des médias et public, voire d'une forme d'*accountability* (obligation de rendre des comptes) des directrices-eurs de programmes des chaînes de TV et réalisatrices-eurs qui, comme il le rappelle opportunément, n'ont pas été élus, malgré leur impact certain sur la formation de l'opinion publique.

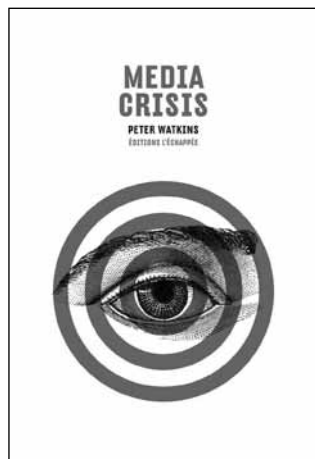
Mais l'aspect le plus stimulant du livre tient à l'attention portée à la question de la forme prise par les productions audiovisuelles. En effet, loin de se contenter de critiquer le contenu de tel ou tel programme, Watkins déve-

loppe une analyse globale de ce qu'il appelle la «monoforme»: «mitrillage dense et rapide de sons et d'images», «structure en apparence fluide mais intrinsèquement fragmentée», «coupes brusques destinées à créer un effet de choc» et «caméra en mouvement perpétuel» définissent la grammaire d'un dispositif narratif autoritaire enchaîné dans «l'Horloge universelle» des grilles télévisuelles.

À l'opposé de cet art de la manipulation, *La Commune*, fresque historique de 5h45 construite en longs plans-séquences ouverts et coécrite avec les actrices-eurs et membres de l'équipe de tournage, constitue à la fois un film-manifeste des possibilités d'un cinéma réflexif et antiautoritaire, et «une illustration de l'ampleur des problèmes qui attendent tous ceux qui ont envie d'emprunter une voie nouvelle».

Gabriel Sidler

À lire: Peter Watkins, *Media Crisis*, Paris, L'échappée, 2015.



Muselons les fanatismes et les despotismes. Brisons les glaives valets des superstitions et les dogmes qui ont le sabre au poing. Plus de guerres, plus de massacres, plus de carnages; libre pensée, libre échange; fraternité. Est-ce donc si difficile, la paix? À sa façon, et précisément parce qu'elle est horrible, la sauvagerie témoigne pour la civilisation. Ce que les atrocités mettent hors de doute, c'est qu'il faut un immense arbitrage fraternel, la démocratie en paix avec elle-même, toutes les nations sœurs. C'est là le but, c'est là le port. Ceci n'était hier que la vérité; grâce aux bourreaux, c'est aujourd'hui l'évidence. Aux penseurs s'ajoutent les assassins. La preuve était faite par les génies, la voilà faite par les monstres. L'avenir est un dieu traîné par des tigres.

Victor Hugo, *Actes et Paroles*, Paris, 29 août 1876

Paris ne fut plus jamais le même. C'était pourtant toujours Paris, et s'il changeait vous changiez en même temps que lui... Il n'y a jamais de fin à Paris et le souvenir qu'en gardent tous ceux qui y ont vécu diffère d'une personne à l'autre. Nous y sommes toujours revenus, et peu importait qui nous étions, chaque fois, ou comment il avait changé, ou avec quelles difficultés – ou quelles commodités – nous pouvions nous y rendre. Paris valait toujours la peine, et vous receviez toujours quelque chose en retour de ce que vous lui donniez.

Ernest Hemingway, *Paris est une fête*, 1964

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne



La France en état d'urgence